Parce que le développement est aussi une question de langues et de cultures

Jean-Philippe ZOUOGBO
Université Paris Cité, Clillac-Arp

Résumé : Cet article a pour objectif de montrer que les langues et les cultures ont un rôle majeur à jouer dans la réalisation des objectifs de développement durable. Il suffit, pour cela, qu'elles soient mobilisées et exploitées de façon constructive. D'où l'importance d'une linguistique pour le développement dont nous présentons les fondements et articulations. Nous exposons, en outre, les raisons pour lesquelles le spécialiste des langues et des cultures devrait aussi s'intéresser aux problématiques du développement et comment il pourrait, si tel est son objectif, contribuer au développement durable. Nous faisons un inventaire des leviers disponibles pour faire des ressources linguistiques et culturelles des outils au service de l'amélioration des conditions de vie des populations.

Mots-clés : Langues, cultures et développement ; plurilinguisme ; valorisation du patrimoine linguistique et culturel ; linguistique appliquée.

1 Énoncé du problème : à propos de la barrière linguistique

Au Burkina Faso, l'on veut mettre en place des formations techniques spécifiques afin d'aider les paysans producteurs à mieux s'organiser et à améliorer leur productivité. Ces formations étaient dispensées dans le cadre d'une structure associative (Fédération des éleveurs du Burkina Faso) et d'un projet national de développement. Les objectifs des formations techniques spécifiques organisées en milieu rural étaient de « permettre aux bénéficiaires (les paysans et éleveurs) de combler des lacunes dans le cadre de leurs activités de production, de transformation, de fonctionnement et de prestation de services » (Diallo 2008 : 172). Les acteurs étaient d'une part, les formateurs/experts (techniciens supérieurs), un « traducteur/interprète » puis les destinataires de cette assistance technique : les paysans-éleveurs (en majorité analphabètes),

de langue maternelle *moore* et *peule*. Parmi ces paysans-éleveurs, on pouvait noter quelques francophones. L'unique langue choisie pour la formation était le français. Situation incongrue ? C'est Diallo (2008 :173) qui en parle le mieux : « […] on peut se demander pourquoi le forum s'est déroulé entièrement en français. On aurait pu, en effet, constituer un groupe de langue peule, un groupe de langue *moore* (langue nationale majoritaire) et un groupe de langue française ».

Dans sa phase pratique, la formation était donc dispensée en français par des formateurs hautement compétents, experts dans leurs domaines respectifs. Pour ces raisons mêmes, le registre langagier qu'ils employaient était généralement soutenu et comportait l'emploi de termes techniques. On imagine les difficultés des paysans-éleveurs à saisir le sens d'un tel discours et à s'approprier la formation qui était pourtant supposée les aider à améliorer leur productivité. Le problème n'a pas échappé aux formateurs qui ne maîtrisaient pas, ou très peu, les langues de communication des « apprenants ». C'est pour cette raison qu'ils ont eu la « bienveillance » de s'adjoindre un traducteur/interprète qui faisait l'aller-retour, en permanence, entre formateurs et agro-pasteurs. Ce besoin inévitable d'intermédiaire linguistique a eu pour effet pervers, et l'on aurait pu s'en douter, de sérieux problèmes de compréhension et de communication. Cette formation aurait dû être très profitable pour les participants, mais, malheureusement, la barrière de la langue est intervenue : les stagiaires n'avaient pas une connaissance suffisante de la langue utilisée et les traducteurs/interprètes mobilisés n'étaient pas instruits des termes techniques employés par les formateurs, car ils n'avaient pas été formés en amont du projet et n'appartenaient pas à l'univers professionnel des experts. Le recours au traducteur/interprète a été improvisé, attestant du fait que de nombreux acteurs du développement considèrent la dimension linguistique comme subsidiaire, laissant supposer que tout individu peut servir d'intermédiaire linguistique pour peu qu'il parle la langue locale. On voit les limites qui en découlent lorsqu'il s'agit, pour ces « traducteurs/interprètes » de « traduire » des discours techniques et spécialisés.

On retrouve un cas de figure similaire dans le cadre du projet LAGSUS analysé par Bearth & Baya (2010) et Baya (2008). Les objectifs consistaient, cette fois, en l'aménagement d'un vaste parc dans le sud-ouest de la Côte-d'Ivoire afin d'en faire un lieu de tourisme et de recherche scientifique. Il fallait, pour cela, mobiliser tout autour une zone de 200 000 ha, comprenant 137 villages.

Les principaux groupes d'acteurs du projet furent l'Association française des volontaires du progrès (AFVP) agissant en qualité d'experts, et les habitants de la zone concernée dont peu étaient capables de s'exprimer en langue française.

La langue utilisée fut d'abord exclusivement le français alors que le *toura* est la langue locale parlée par la quasi-totalité des populations concernées. Ce choix initial, considéré comme une évidence, a eu pour conséquence un déficit de communication, une réticence et un manque délibéré d'adhésion des populations qui n'avaient pas été associées à la conception du projet. C'est après ce constat d'échec qu'ont été recrutés des animateurs-conseillers dont certains étaient locuteurs natifs de la langue locale. En réalité, les villageois pensaient que le projet avait pour but de déplacer les populations afin de permettre l'aménagement d'un parc pour « les Blancs ». Il en était résulté un

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

antagonisme entre l'enjeu du parc tel qu'il était conçu par ses promoteurs étrangers et la vision du monde des populations, ainsi que le soulignera J. Baya (2008 :157) : « […] le manque d'attention sérieuse portée aux valeurs locales de l'environnement dans la discussion du projet avec la population a considérablement nui à la compréhension effective de son enjeu ».

Déplacer des villages signifiait, dans l'entendement des habitants, vouloir les séparer de la terre et des mânes de leurs ancêtres :

> Le projet fut perçu comme la réalisation d'une volonté tyrannique du Blanc et de l'administration ivoirienne – 'les gens d'en haut' – […] Ainsi lorsqu'il s'est agi de trouver un nom au regroupement des villages déplacés hors du parc – de la terre de leurs ancêtres – les populations concernées se sont entendues pour l'appeler […] '*on va faire comment*' [qu'allons-nous faire ?], c'est-à-dire 'que peut-on faire face à la volonté du Blanc ?' Autrement dit : 'nous n'avons qu'à nous soumettre'. (Baya 2008 :157).

Cette posture de soumission contrainte reflétait un sentiment d'exclusion et de rejet : la population se sentait exclue du projet qu'elle percevait comme imposé de l'extérieur, sans concertation et sans prise en compte des préoccupations locales. En réaction, elle le rejetait, le sabotait.

Tourneux (2015) a souvent fustigé les biais de ce type de communication verticale. L'exemple que nous retenons maintenant est particulièrement édifiant. Nous le prenons dans un cadre bien spécifique de l'aide au développement :

> […] le cas du "planning familial" ou "contrôle des naissances", dont l'objectif est d'aider les femmes à ne pas avoir plus d'enfants qu'elles ne le désirent ou qu'elles ne peuvent raisonnablement élever. Spontanément, les traducteurs camerounais, pour parler de la contraception, ont utilisé en fulfulde l'expression *haɗgo ɓikkon* que l'on peut traduire par "barrer la route aux enfants". Un message plutôt mal reçu par des populations qui connaissent une mortalité infantile élevée et pour qui l'enfant fait partie du capital familial. On a donc proposé une autre expression *daaynindirgo ɓikkon*, littéralement "espacer les enfants entre eux" qui est immédiatement comprise de façon positive. Cela renvoie à une technique agricole de culture du sorgho où l'on doit veiller à laisser un espace suffisant entre chaque plant pour qu'il ait assez d'eau à sa disposition pour se développer comme il faut. (Tourneux 2015 : 6).

Ce grand spécialiste de la communication pour le développement n'a fait que puiser dans les ressources cognitives et linguistiques du fulfulde pour extraire la métaphore la plus adaptée à un contexte si sensible et trouver le terme équivalent à *planning familial*. Tout était donc dans la langue et la culture peule. Mais il y a une marge entre « savoir » une chose et « avoir conscience » de ce que cela implique. C'est justement aux spécialistes des langues et des cultures de faire le lien entre ces deux postures cognitives. C'est un profond manque d'empathie culturelle, un ethnocentrisme primaire,

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

une méconnaissance des us et des coutumes des populations concernées, combinés à un sentiment de suffisance qui ont pu conduire les tenants du projet de régulation des naissances à ne pas prévoir le malaise qu'ils susciteraient auprès des femmes de langue peule qui ne pourraient jamais adhérer à une démarche visant à « barrer la route aux enfants ».

Un évènement survenu en Côte-d'Ivoire en avril 2020, en pleine pandémie de COVID-19, illustrera un autre type de suffisance : l'absence de concertation ou une participation imposée de l'extérieur aux populations. Face à la déferlante des contaminations, les autorités ivoiriennes ont engagé, dans un souci d'anticipation, la construction de centres d'accueil et de prélèvement pour les patients. Dans une commune d'Abidjan, les riverains ont littéralement mis à sac ces installations pour marquer leur désapprobation. La rumeur avait répandu l'idée que la COVID-19 était « une maladie importée pour tuer les Noirs » ; la construction de ces centres, à proximité des lieux d'habitation, sans aucune concertation préalable avec les populations locales, a donc été considérée comme un véritable *casus belli*. La réaction des autorités s'est voulue uniquement répressive. Il est pourtant évident qu'il s'agit là d'un cas d'école de ce que les spécialistes nommeraient un déficit de communication et une absence de négociation.

Nous sommes en Guyane. Un jeune médecin gynécologue expatrié raconte qu'il n'a que vingt-cinq minutes à consacrer à chaque patiente lors d'une consultation. Il se trouve que depuis qu'il exerce, il n'a jamais pu respecter ce temps imparti. La raison en est simple : puisque les patientes, dans leur écrasante majorité, ne parlent pas le français, il doit, à chaque consultation, chercher les services d'une traductrice/interprète de fortune. L'hôpital dans lequel il exerce n'ayant pas prévu de dispositif pour gérer ces cas de précarité linguistique, le médecin recourt aux services de personnels hospitaliers présents au moment de ses consultations. Imaginons la situation : une patiente se présente. Aucune communication n'est possible entre la patiente et le spécialiste. Il faut donc une médiatrice linguistique[1]. Mais encore faudrait-il qu'on en trouve une qui parle et comprenne la langue de la patiente. Ce qui n'est pas une sinécure lorsque que l'on connait « l'extraordinaire diversité linguistique » de ce territoire (Léglise 2017). Si cette étape est validée, reste la dimension technique des échanges qui pose un autre problème : la médiatrice sera-t-elle capable de transmettre la totalité du contenu spécialisé dont sont coutumiers les médecins ? Chacun de nous peut se représenter l'insécurité professionnelle dans laquelle se trouve un praticien que la dimension linguistique et culturelle empêche d'exercer convenablement son métier[2]. Et que penser de la patiente qui, souvent, peut risquer sa vie en cas d'urgence médicale ? Au terme d'un projet qu'ils ont copiloté sur la communication dans le domaine de la santé, Tourneux et Métangmo-Tatou (2008) ont d'ailleurs formulé dix recommandations précises en vue d'optimiser les interactions verbales entre personnel soignant et patient. Il y est clairement préconisé, entre autres, l'inscription « dans les programmes de formation médicale (facultés de médecine et écoles d'infirmiers et d'infirmières) [d']un module de formation sur la communication avec les patient-e-s et sur les conceptions

[1] En gynécologie, et pour des raisons évidentes d'intimité, il est préférable que la tierce personne soit une femme.

[2] Sur des sujets similaires, nous renvoyons aux travaux de Niemants (2021, 2016), De Gioia Michele & Marcon Mario (2016) et de Niemants, Baraldi & Gavioli (2015)

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

locales du corps et de la maladie ». Ces prescriptions demeurent d'actualité. Il est bien connu, d'ailleurs, que dans de nombreux territoires, en matière de santé publique, la mauvaise prise en charge communicationnelle des situations urgentes fait beaucoup plus de victimes que les maladies elles-mêmes (Kane & Guindo 2021, Cuyot 1994).

Au Guatemala, des femmes de la tribu *achi* ont été victimes de violences sexuelles répétées pendant la guerre civile (1960-1996)[3]. Outre la barbarie des paramilitaires incriminés, la reconnaissance des atrocités commises, le voile levé sur le racisme endémique à l'endroit des populations « indigènes » dans ce pays, ce procès historique a mis en évidence un paramètre totalement passé sous silence par tous les observateurs mais que l'avocate des parties civiles n'a, fort heureusement, pas manqué de mettre en lumière : les femmes qui ont eu le courage de témoigner au procès sont majoritairement analphabètes et vivent dans un dénuement total. Pauvres et non instruites, elles étaient frappées par une double peine : elles ne parlaient pas l'espagnol, la langue officielle, langue de l'école et de l'administration. Qui plus est, elles appartenaient à des minorités autochtones. Dès lors, leurs dépositions ne pouvaient être ni crédibles, ni prises en compte. Elles ont souffert de ce déni jusqu'à ce que la condamnation de leurs tortionnaires leur rende justice.

> On ne parle pas ici d'un double racisme parce qu'elles sont femmes et indigènes, souligne l'avocate de ces femmes, mais en fait d'un racisme à la puissance quatre : elles sont en plus pauvres et elles n'ont presque pas de possibilités de s'instruire. De plus, tout le système judiciaire est conçu en fonction de la langue espagnole, les femmes indigènes au Guatemala sont donc extrêmement désavantagées[4]

Et nous n'évoquerons même pas les nombreux cas d'individus, à travers le monde, migrants ou issus de populations minorées et ignorées, trimbalés devant tribunaux et institutions, obligés parfois d'endosser des décisions auxquelles ils n'ont rien compris (De Gioia & Marcon 2016). Notons, tout de même, que de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, à titre d'exemple, se veulent très ambitieux au moins dans les textes. En effet, dans des pays (ayant l'anglais et/ou le français comme langue officielle) qui ne comptabilisent chacun pas moins de 30 langues[5] aussi dynamiques les unes que les autres, on peut lire à quelque chose près, dans les constitutions, les clauses suivantes :

> […] quiconque est accusé d'un acte criminel (a) est autorisé à être informé immédiatement dans la langue qu'il comprend lors de son arrestation et en détail, pas plus tard que vingt-quatre heures, des faits et motifs de son arrestation ou de sa détention ; (b) aura la permission de recourir

[3] https://www.lemonde.fr/international/article/2022/01/25/guatemala-cinq-ex-paramilitaires-condamnes-pour-les-viols-de-femmes-autochtones-pendant-la-guerre-civile_6110905_3210.html https://www.dw.com/de/historisches-urteil-in-guatemala/a-60569474

[4] Traduction libre à partir de la source en allemand : https://www.dw.com/de/historisches-urteil-in-guatemala/a-60569474.

[5] On parle d'environ 30 langues au Liberia mais de plus de 250 au Cameroun voire de plus de 400 au Nigeria voisin.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> gratuitement aux services d'un interprète s'il ne comprend pas langue employée à son procès[6].

Les intentions sont louables, mais les faits nous autorisent à douter de l'application. Sauf si l'on veut continuer à ériger l'improvisation en norme…

Derrière ces récits, anecdotes et témoignages dont les enjeux et les implications sont multiples pour les populations concernées, se cachent la barrière linguistique, l'analphabétisme, le problème de l'instruction, le mépris voire le discrédit culturel, la mauvaise gestion des plurilinguismes locaux, l'arrogance linguistique, la relégation des langues des populations fragiles, le manque d'anticipation des institutions publiques et des acteurs du développement, l'impasse sur la négociation et la concertation. Il s'agit là d'invariants de ce que Thomas Bearth (2006) a théorisé sous le concept de « dépendance communicationnelle[7] ». Ces exemples et bien d'autres encore, dont chacun de nous pourrait témoigner dans son environnement, en diverses situations, illustrent la nécessité de mieux prendre en compte les langues et les cultures des populations concernées lorsqu'il s'agit de mener des actions dont la finalité est le développement.

On voit ici qu'aucun domaine de la vie n'est épargné : santé, sécurité alimentaire, éducation citoyenne, autonomisation des femmes, etc. Et si l'on admet que l'une des conditions du développement est la disponibilité de ressources humaines bien formées, alors se pose la question de la scolarisation des enfants dans leur langue maternelle. En effet, la scolarisation exclusive dans la langue officielle a connu ses limites. Il est bien connu depuis le rapport de l'Unesco (1957) que les échecs scolaires trouvent une de leurs causes dans la dimension linguistique de la scolarisation des enfants. Les échecs scolaires sont un frein indéniable à l'élévation du niveau individuel ou collectif de l'éducation et de la formation. Peut-on envisager la croissance économique, « l'émergence » des pays ou le développement si la question de l'éducation et de la formation n'est pas traitée avec sérieux ? Dès lors, il ne faudra pas que la question des langues de scolarisation se retrouve une fois de plus noyée dans les rapports des nombreux projets consacrés à cette cause. La contribution de Pierre Frath & Ndiémé Sow, dans ce volume, revient avec lucidité sur les nombreux défis et conditions à satisfaire telle que, prioritairement, « la question de la terminologie dans l'enseignement des langues africaines ».

Ces constatations ne suffisent pas pour justifier la nécessité d'une *linguistique pour le développement* qui est au centre des contributions de notre ouvrage. Il nous faudra, dans les pages qui suivent, expliciter le concept de « développement ». En attendant, disons que problématiser le développement sous le prisme de la linguistique est une démarche assez originale, dans la mesure où il s'agit d'y conjuguer un domaine objectivement éloigné des préoccupations des spécialistes des sciences du langage. En effet, le (sous-/mal-/non-) développement a toujours été analysé sous les angles macroéconomiques et géo-sociopolitiques. C'est le constat, sur le terrain, de l'inefficacité

[6] Cf. Article 36-6 de la constitution du Nigeria de 1990 et les articles 9 et 23 de la constitution de la Sierra Leone de 1991.

[7] Dans d'autres publications, nous avons consacré de longs chapitres à ce concept (Zouogbo 2019 et Zouogbo, à paraître)

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

de nombreux programmes dits « de développement » qui a ouvert un autre paradigme de réflexion intégrant les langues et les cultures (Métangmo-Tatou 2019). En effet, les objectifs des politiques de développement visent, dans l'ensemble, à améliorer les conditions de vie des populations les plus fragiles (Severino & Debrat 2010), des « pauvres », selon la terminologie des organisations internationales. Or la pauvreté est, selon Ouane & Glanz (2010), étroitement corrélée au déficit de scolarisation qui prive les pauvres de l'accès aux sources d'information les plus cruciales. Cette attrition de l'information entraîne dans son sillage une précarité linguistique chez ces populations qui n'ont que leurs langues maternelles pour exprimer leurs besoins quotidiens.

Il est évident qu'il est difficilement envisageable d'aider des populations à se développer si elles sont exclues des stratégies et campagnes de communication, en raison justement du déficit de communication. Notons que les actions en faveur du développement sont, pour la grande majorité, menées « spontanément » dans des langues que les populations-cibles maîtrisent très mal voire pas du tout (Tourneux 2015, 2011, 2009, 2008). Ce n'est que sur le terrain, une fois que le manque d'adhésion des populations (aux actions dont elles sont pourtant supposées être les bénéficiaires) est constaté, que les experts corrigent à la marge, et en toute improvisation, leur stratégie. C'est cette confrontation avec le terrain et ses effets inattendus qu'Olivier de Sardan (2021 :2) a appelé « la revanche des contextes » : « ignorés ou sous-estimés le plus souvent, et de toute façon "imprévisibles" quels que soient les efforts des experts, les contextes locaux mettent à mal diverses dimensions de l'intervention ». L'une des « solutions » consiste donc à recruter, à la hâte, des bureaucrates d'interface ou des animateurs locaux. Sans formation technique ni sectorielle, ces derniers se retrouvent généralement confrontés à leur incompétence dès lors que le programme relève d'un domaine spécifique et spécialisé (agriculture, santé, écologie, droit…). L'observation vaut aussi, comme nous l'avons déjà relevé, pour les nombreux besoins en médiateurs linguistiques et (inter)culturels dans les institutions publiques (Navarro 2017), dans l'humanitaire et, en particulier, face aux mouvements migratoires massifs (Guidère & *al.* 2010).

Ainsi, à rebours du traitement marginal voire inexistant dont elles font l'objet, les ressources linguistiques et culturelles ont un rôle majeur à jouer dans la réalisation des objectifs du développement durable (ODD), à condition que l'on en soit conscient et qu'on les mobilise de manière efficace et productive.

2 Langues-cultures et développement : une mise en perspective conceptuelle

Pour justifier la nécessité d'une linguistique pour le développement, il nous faut définir, avant tout, ce qu'il conviendra d'entendre par « développement » qui est une notion aux extensions multiples. Les économistes eux-mêmes n'ont pas manqué d'en souligner la complexité et le caractère polysémique (Pacquement 2009). En nous appuyant sur certains d'entre eux, nous tenterons, d'en faire une saisie conceptuelle en diachronie. Cet inventaire nous apportera les éléments pour soutenir que le développement est aussi une affaire de langues et de cultures. Cette démarche préliminaire qui consistera à saisir les extensions du « développement » permettra ensuite au spécialiste des

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

langues et des cultures d'exposer les raisons pour lesquelles le linguiste devrait s'intéresser aux problématiques du développement, de présenter les terrains, territoires, domaines et secteurs dans lesquels langues, cultures et développement s'imbriquent. Il s'agira de mettre en évidence les voies et les moyens de mobiliser les ressources linguistiques et culturelles pour en faire des outils au service du développement. Et, pour finir, de suggérer des actions par lesquelles le linguiste et le spécialiste des langues et cultures pourraient, de leur côté, contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations.

Le terme *développement* a été pour la première fois utilisé le 20 janvier 1949 par le président Truman pour justifier l'aide aux pays « sous-développés » dans le cadre de la lutte contre le communisme (Rist 2013). L'aide au développement était ainsi conçue comme un mécanisme de redistribution internationale qui, nous indique Pacquement (2009 :267), « ne s'adress[ait] d'abord qu'aux pays sortant de conflits avant de considérer les pays pauvres ou en développement, dans un contexte où une troisième guerre mondiale sembl[ait] à craindre »[8]. Mais « [l]e "développement" est un concept d'usage courant sous la plume de l'administration coloniale sans qu'il soit pour autant clairement défini. L'aide apparaît sous la forme de la mise en valeur coloniale », rappelle Pacquement (2009 :268).

Selon Perroux (1969 :191) « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croitre, cumulativement et durablement, son produit réel global ». Dans son sillage, d'autres spécialistes tels que Abdelmalki & Mundler (1995 :20-31) ont tenté d'en rendre le contenu plus concret. Ainsi,

> [s]i le développement a un sens, celui-ci ne peut être qu'unique, ramené par exemple à la couverture de certains besoins (se nourrir, se loger, se soigner, se former…), mais il ne doit en aucun cas être normatif dans le sens où les modalités de développement peuvent prendre de multiples formes et qu'elles doivent tolérer la variété des méthodes, des rythmes et des doctrines […]. Le développement est nécessairement plus vaste, il doit conduire à ce que chacun ressente une amélioration générale de son niveau de vie tant du point de vue de sa santé, ou de son alimentation, que de l'accès à l'information, à la consommation, au confort.

Au niveau dénominatif, l'inflation des termes *développement*, *aide publique au développement*, *assistance technique*, *objectifs du millénaire pour le développement* (OMD), *objectifs de développement durable* (ODD) jusqu'à l'actuel *développement durable*, est révélatrice du fait que depuis Truman, le concept de « développement » a vécu de nombreuses mutations tant dans la forme que dans son contenu et ses orientations. Les choix terminologiques procédaient, en ce sens, d'une certaine motivation.

[8] « L'aide se déploie dans les années 1950. Dans le prolongement du plan Marshall, par nécessité économique et/ou stratégie de cantonnement de l'Union soviétique, la solidarité américaine s'étend à l'ensemble du monde. Le 20 janvier 1949, le président américain Harry Truman, dans son discours sur l'état de l'Union, introduit la notion de sous-développement". Ce discours marque le point de départ des politiques d'aide au développement conduites après la guerre ; l'idée masque à peine le souci de rallier à la cause du monde libre" les peuples déshérités en utilisant l'arme économique » (Paquement 2009 :268-272).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

L'aide au développement a été conçue comme le principal vecteur de l'assistance mondiale et principal instrument des ODD. Il s'agit d'une activité selon laquelle certains acteurs extérieurs transfèrent des ressources à des pays en développement (Charnoz & Severino 2015 ; Debrat & Severino 2010). Les formes d'aide sont nombreuses (Paquement 2009). Il s'agit pour une petite part d'une aide humanitaire d'urgence ou alimentaire et plus souvent d'une assistance technique (mise à disposition d'experts), d'aide-projets (financement d'un projet local d'infrastructure, d'un hôpital, etc.). De nombreux professionnels préfèrent ne pas parler d' "aide" mais de "coopération", reflétant une approche partenariale du développement. Cette aide a pour finalité, entre autres, d'améliorer les conditions de vie et de contribuer au bien-être des populations les plus fragiles et les plus vulnérables, de faire en sorte qu'elles aient des conditions de vie décentes, de réduire les inégalités mondiales, de protéger les biens publics mondiaux.

Ainsi, si les objectifs de développement durable ont pour but l'éradication de la pauvreté, la protection de la planète et la garantie de la prospérité pour tous, alors il est utile de mentionner, avec Severino & Debrat (2010 :34), et en tordant fermement le cou à la connotation de ce terme, que « […] le développement n'est donc pas seulement un objectif pour les pays du Sud ; c'est plus fondamentalement un processus continu de transformation de tous les systèmes socioéconomiques du monde ». Cette acception est d'ailleurs plus humaniste que les contenus qui étaient naguère convoyés. Ainsi, à partir de la définition « scandaleuse »[9] que Rist (1993 :40-48) en propose :

> [l]e "développement" est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence […] qui pour assurer la reproduction sociale obligent à transformer et à détruire, de façon généralisée, le milieu naturel […] et les rapports sociaux […] en vue d'une production croissante […] de marchandises (biens et services) destinées, à travers l'échange, à la demande solvable […],

il (Rist 1993 :50) s'interroge sur la quintessence même du « développement » :

> Mais au fond, le "développement" n'est-il pas autre chose que l'extension planétaire de systèmes de marchés ? N'est-il pas différent de la simple croissance économique ? Ne se propose-t-il pas des "objectifs humains" qui contredisent le cynisme du processus présenté ? N'est-il pas l'expression généreuse d'un véritable souci d'autrui ? Ne constitue-t-il pas un impératif moral ? Ne recherche-t-il pas – en dépit d'inévitables erreurs de parcours et de condamnables détournements d'intention – à mettre fin à la misère qui sévit dans la plus grande partie du monde ?

Si la réalisation des objectifs de développement durable est considérée comme importante pour la dignité humaine, les actions opérées devraient être véritablement ressenties par les populations auxquelles elles sont destinées. Le problème est que, ainsi que l'ont relevé de nombreux chercheurs et spécialistes[10], les aides au développement

[9] L'expression est de Rist lui-même.

[10] Olivier de Sardan, 2021 ; Charmoz & Severino, 2015 ; D. Moyo 2009, Houziaux & *al.* 2005

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

sont jugées globalement inefficaces, pour diverses raisons. Les nombreux diagnostics menés et les arguments produits pour en expliquer la cause se sont limités jusqu'ici exclusivement aux facteurs macroéconomiques et sociopolitiques (pauvreté, mauvaise gouvernance, corruption, instabilité politique, etc.). Olivier de Sardan (2021 :61) relève d'ailleurs les nombreuses critiques émanant des sciences sociales, des sciences de gestion ou du champ de l'anthropologie du développement. Nous noterons ici que les critiques des linguistes, quant à elles, sont à peine prises en considération. Parce que, pense-t-on, « la langue, cela va de soi ». Parce qu'il est question de langue, il ne viendrait jamais à l'idée des membres de la galaxie développementiste qu'en matière d'ingénierie sociale, des stratégies et une ingénierie linguistiques sont nécessaires. Et c'est bien dans cette « confiance excessive », dans cette ignorance du rôle de la langue que réside le problème. Pour être moins sévère, nous soulignerons qu'il n'est question de langue que lorsqu'il s'agit d'adapter, de recontextualiser, de vernaculariser, dans d'autres zones, les politiques et plans standardisés qui ont eu du succès ailleurs. On peut ainsi comprendre pourquoi la « greffe ne prend pas ».

Et pourtant, des chercheurs[11] n'ont eu de cesse, depuis longtemps d'attirer l'attention des décideurs sur le fait que les causes de l'« inefficacité » pouvaient également se trouver dans le facteur linguistique et dans la méconnaissance des ressorts culturels. Il y a donc lieu de se demander pour quelles raisons les ressources linguistiques et culturelles sont si peu prises en compte dans le développement et pourquoi les indicateurs des principaux diagnostics menés par les évaluateurs intègrent rarement (voire pas du tout) les paradigmes *langues* et *cultures*. Comme s'il s'agissait là d'aspects secondaires. Les quelques exemples évoqués antérieurement ont, au contraire, pu attirer l'attention sur le fait que le développement était aussi une affaire de langues et de cultures. Car, dans de nombreux contextes et territoires, les actions en faveur du développement se heurtent à la barrière de la langue. Une barrière qui se présente sous plusieurs formes : la dépendance communicationnelle et ses attributs, une gestion inéquitable des plurilinguismes puis le problème de la scolarisation des enfants dans leur langue maternelle. Ce sont ces barrières qu'il convient de lever pour que le développement soit une réalité pour les populations fragiles.

Si, sur les différents théâtres d'opération et d'action de développement, les experts et les populations ne se comprennent pas, ce n'est certainement pas en raison d'un manque de moyens de communication mais plutôt à cause de la mauvaise gestion des plurilinguismes dans chacun des territoires où l'on voit que les langues du terroir, langues de la grande majorité des populations sont à la remorque des langues de crête. Est-il encore concevable d'entretenir la posture du « tout en langues officielles » alors que les langues locales, dites minoritaires (en Afrique, au cœur même de l'Europe, en Asie, en Amérique du Sud) dominent pourtant la communication quotidienne dans de nombreux domaines ?

[11] Parmi ceux qui y ont particulièrement contribué, on trouvera Diagne (1971) ; Brunet-Jailly (1991) ; Chaudenson (1991, 1988) ; Bearth (2010, 2008 et 2006) ; Diki-Kidiri (2008) ; Djité (2008) ; Tourneux & *al.* (2008) ; Ouane & Glanz (2010) ; Tourneux (2021, 2015, 2011) ; Métangmo-Tatou (2019).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

3 Pourquoi le développement est-il aussi une préoccupation du spécialiste des langues et des cultures ?

Pour donner du relief au *développement* et le rendre moins abstrait, il suffira de faire un survol de quelques contextes et empiries. Ainsi, par développement, l'on entend généralement (et de façon un peu réductrice, au demeurant) l'assistance aux pays les moins avancés technologiquement et l'on y voit un acte solidaire consistant à poser des actes significatifs qui contribuent durablement au bien-être des populations les plus fragiles et les plus vulnérables de la planète. Plus précisément, évoquer le développement durable, c'est, à titre d'exemple, envisager l'autonomisation des femmes et aussi promouvoir les droits de la femme et de la jeune fille. Les questions de santé publique et l'amélioration de l'accès aux soins pour tous se trouvent également au cœur des enjeux du développement comme le sont également les interventions humanitaires, l'amélioration des pratiques et de la productivité dans l'agriculture, l'artisanat, la pêche, l'élevage, sans oublier le secteur informel, gros pourvoyeur d'emplois dans de nombreuses régions du globe. L'éducation et la formation, l'éducation citoyenne, l'écologie et la protection des biens publics mondiaux focalisent l'intérêt et mobilisent tout aussi bien de nombreuses actions de développement. Puis, comment ne pas dire qu'en ces temps particulièrement troubles[12], il apparaît nécessaire de garantir aux femmes et aux hommes les moyens de mieux vivre chez eux ?

Le traitement de tous ces défis ne peut être possible que si la dimension linguistique et culturelle est également prise en compte dans les moyens déployés. Certes, nous n'avons pas la prétention de l'imposer comme LA solution à tous les problèmes de développement durable mais ne pas l'envisager entraîne à coup sûr maintes apories sur le terrain[13]. Le combat contre la dépendance communicationnelle devrait être, pour des raisons d'efficacité des politiques mises en œuvre, une priorité dans l'ingénierie sociale du développement. Il faut mieux communiquer et pour y parvenir, il est nécessaire, dans de nombreuses régions du monde, de rendre les langues locales capables d'exprimer les concepts nouveaux[14]. Les moyens d'action pour y parvenir ont été amplement décrits et expérimentés depuis de nombreuses années par des chercheurs et experts, souvent dans l'indifférence, et face au désintérêt affiché des bailleurs de fonds. Car, si comme nous l'avons montré, en nous référant d'ailleurs à de nombreux rapports (Banque mondiale, Unesco, OIF, etc.)[15], la communication est un maillon faible du développement, alors comment ne pas être surpris que les spécialistes de la

[12] La pandémie de la Covid 19, les déplacements de populations du fait de nombreux conflits, la résurgence des comportements xénophobes, etc.

[13] Zouogbo 2020.

[14] Comme l'ont si bien soutenu Tourneux, Sanogo, Ouane & Glanz.
« S'il est vrai que certaines langues sont plus riches que d'autres du point de vue de leur vocabulaire, cela résulte aussi de l'action des hommes, il est donc dans le pouvoir de l'homme d'amplifier la langue si le besoin s'en fait ressentir. » (Tourneux 2008 :9)
« L'un des principes universels du développement des langues est que ces dernières se développent lorsqu'elles sont utilisées. » (Ouane & Glanz 2010 :23)
« La pauvreté du vocabulaire scientifique dans les langues africaines n'est pas un argument solide ; il suffit en effet de travailler sur des plans d'équipement linguistique pour résoudre les problèmes qui se posent, au fur et à mesure de leur émergence. Ces plans doivent tenir compte des besoins pour déterminer un travail par étapes sur le corpus. Il faut garder à l'esprit que toute langue suffit aux besoins de communication de ses utilisateurs, et que tout besoin nouveau est exprimable par le génie universel de la créativité linguistique. » Sanogo (2008 :27)

[15] Cf. Métangmo-Tatou 2019.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

communication, des langues et des cultures, ne soient pas invités par ces instances à participer à un débat où se joue le sort de tant de peuples ?

Les linguistes, par exemple, par leur travail approfondi sur les langues et les relations qu'elles ont entre elles, sont les personnes qui pourraient contribuer à mettre un terme à la dépendance communicationnelle, à définir des actions pour promouvoir un plurilinguisme équitable. Leurs pratiques et leurs compétences les dotent de la légitimité à inventer des moyens pour lever les barrières linguistiques et culturelles au développement.

Le linguiste, le spécialiste des langues et des cultures, peut, en effet, contribuer au traitement des problématiques liées au développement en utilisant les dispositifs et l'expertise qui découlent de sa spécialité. Ces « armes », aisément identifiables au sein des quatre niveaux de fonctionnement de la langue, peuvent, selon les enjeux, les contextes et les besoins, ressortir à l'ingénierie linguistique qui recoupe les domaines de l'aménagement linguistique, de la terminologie, des langues de spécialités et de la rédaction technique. Les besoins en médiation linguistique imposent aussi de véritables réflexions sur les stratégies de traduction pour mettre fin au désastre de l'improvisation qui est d'usage sur le terrain. La promotion des droits linguistiques et plus généralement la sociolinguistique pourraient également trouver là leur terrain privilégié d'action. Ne serait-ce que pour soulever le problème de la gouvernance et de la gestion des politiques linguistiques. Bien souvent aussi, la valorisation de l'oralité et le recours aux ressources cognitives (proverbes, phrasèmes, contes, etc.) de la langue peuvent avoir leur importance si l'on parvient à bien les modéliser pour les intégrer aux stratégies de communication. Puis, de manière proactive, il conviendra de former en amont les acteurs du domaine (Tourneux 2021). Car ces personnels se retrouvent généralement au cœur de ce que Olivier de Sardan nomme la « configuration développementiste de l'ingénierie sociale »[16]. Ces objectifs de formation pourraient être intégrés aux finalités de l'enseignement des langues dans les filières linguistiques classiques (Zouogbo, à paraître et Zouogbo 2019).

C'est la volonté de réunir, dans un même creuset, l'impressionnante érudition des linguistes, leurs réflexions, stratégies, théories et méthodes qui a culminé dans l'émergence de la linguistique du développement[17], concept que nous devons à la sagacité et à l'opiniâtreté de Léonie Métangmo-Tatou (2019).

Linguistique engagée, linguistique d'intervention (Agresti 2021), linguistique citoyenne, linguistique humanitaire, linguistique pragmatique, la linguistique pour le développement, ainsi annoncée, intègre divers types de savoirs. Son approche est résolument pluridisciplinaire ainsi que le souligne Métangmo-Tatou (2019 :158) qui a inauguré cette épistémologie :

[16] « On appellera développementiste" cet univers largement cosmopolite d'experts, de bureaucrates, de responsables d'ONG, de chercheurs, de techniciens, de chefs de projets, d'agents de terrain, qui vivent en quelque sorte du développement des autres, et mobilisent ou gèrent à cet effet des ressources matérielles et symboliques considérables. » (Olivier de Sardan, 2021 :28)

[17] La naissance en 2018 du réseau international POCLANDE a véritablement popularisé la linguistique pour le développement (LpD). La préposition *pour* indiquant à la fois la finalité, le but, la cause et la destination de cette linguistique, à savoir, ainsi que l'écrit Agresti (2021 :102) : « la portée éthique de la LpD, dont le destinataire est moins le développement" en soi, comme on pourrait de prime abord le croire, que les communautés qui ont besoin de développer leur potentiel. »

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

> L'approche de la linguistique du développement est nécessairement transversale puisqu'elle nécessite l'étude de problématiques diverses – santé, écologie, élevage, agriculture, etc. – liées au développement humain, étant donné que la vulgarisation s'opère dans tous les domaines. Par ailleurs, une telle linguistique s'intéresse également à l'expression des savoirs endogènes qui constituent ce que l'on a coutume de nommer « ethnoscience » et qui devraient jouer, pourvu que les conditions soient réunies, leur partition sinon dans l'élaboration d'un savoir universel, mais au moins dans celle des curricula scolaires. Au demeurant, il pourrait être édifiant d'étudier les terminologies développées dans les différentes langues identitaires au sein de ces domaines de connaissance.

Il s'agit, dans de nombreux contextes et pour répondre à de multiples besoins, d'une linguistique à visée ingénieriste dont le but final reste la capacitation des langues dans tous les domaines de la vie. La LpD est, pour nous, une linguistique dont l'objectif n'est pas de défendre les langues *per se*. S'engager en faveur de la linguistique pour le développement, c'est prendre le parti des populations, partout dans le monde, qui ont besoin de ces langues pour exprimer leurs besoins quotidiens, souvent vitaux. Et de mettre en œuvre les actions pour leur permettre d'avoir voix au chapitre. Nous faisons ainsi nôtre l'argument d'Agresti (2021 :103) :

> La linguistique pour le développement est un programme de recherche-action qui, à partir de diagnostics précis, mobilise les ressources linguistiques pour (in)directement, améliorer la condition de vie d'individus et de communautés pour lesquels le facteur « langue » n'est guère périphérique. Cette amélioration, qui implique un travail avec et par ces mêmes individus et communautés, est ce que nous entendons par « développement ».

Nous en exposons et analysons les principes de base, les orientations, les méthodes et les axes prioritaires.

4 Pourquoi une linguistique pour le développement ?

C'est à Léonie Tatou (2019, 2003), qui nous fait l'honneur de préfacer le présent ouvrage, que nous devons la théorisation la plus complète de cette « linguistique du développement » qu'elle considère comme un « nouveau paradigme en sciences du langage ».

Mais qu'il s'agisse de *linguistique du développement* (Tourneux 2015 et Tatou 2019, 2003), *linguistique pour le développement* (Tourneux 2009), *linguistique du développement social* (Agresti 2014) voire de *sociolinguistique du développement* (Djité 2008), la productivité notionnelle ne sera pas l'arbre qui cache les objectifs de ces précurseurs : la mobilisation des ressources linguistiques, anthropologiques et culturelles en vue du traitement des problématiques liées au développement économique et sociétal. Leur génie, il faut le leur concéder, se trouve dans la composition savante et programmatique de deux termes aux contenus censément éloignés les uns des autres : *linguistique*

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

et *développement*. Et c'est bien pour démontrer que « le développement est aussi une question de langues et de cultures » que plusieurs auteurs, dont les principaux acteurs de ce champ de recherche, se sont réunis dans cet ouvrage.

Si le concept de LpD se construit à partir du vocable « linguistique », c'est bien parce qu'il s'appuie sur la linguistique en tant que pivot, en tant que théorie de la connaissance. Il faut peut-être préciser que la LpD est une pratique ancienne. Si cette dénomination ne s'est établie que récemment (Agresti 2014 ; Tourneux 2015 ; Métangmo-Tatou 2019, 2008 et 2003) elle est suggérée depuis de nombreuses années, par les analyses de chercheurs, de (socio)linguistes en particulier[18]. L'objectif a été et reste la mobilisation des ressources linguistiques, anthropologiques et culturelles en vue de la recherche de solutions aux problématiques liées au développement économique et sociétal. Le point départ de la LPD a été, ainsi que nous l'avons souligné, l'analyse de l'interaction entre les langues, avec pour horizon la promotion des langues dominées et des cultures minoritaires. Elle s'est alors engagée dans « l'Éducation pour tous », l'alphabétisation fonctionnelle et la scolarisation dans les langues maternelles. Puis, elle a investi, au fil des ans, de nouveaux territoires. Elle a ainsi dépassé le cadre des revendications linguistiques et identitaires. Elle s'est également démarquée de la ferveur protectionniste motivée par la psychose de l'extinction des langues propagée par les doctrines écolo-linguistiques.

Si la LpD est aujourd'hui en plein essor, c'est en raison de l'adéquation de ses champs de recherche avec l'exigence de la quête de solutions aux nombreux obstacles du développement économique et sociétal. Ce dynamisme résulte également de la prise de conscience, ces dernières années, de la place prépondérante des langues et cultures dans le traitement des questionnements soulevés par le développement. À rebours des préoccupations qui ne se concentrent que sur les langues *per se*, la LpD a fait des populations l'objet central de ses pratiques. Accompagner les populations qui parlent les langues plutôt que défendre les langues elles-mêmes, réfléchir aux moyens d'améliorer leurs conditions de vie surtout celles des plus fragiles, c'est ainsi que pourrait être résumé le crédo de la LpD.

En raison de ses objectifs et des thématiques diverses qui constituent son objet, la LpD s'est affranchie de tout cloisonnement géographique, territorial et linguistique : au service des populations rurales ou citadines, du Sud comme du Nord, elle agit et a vocation à intervenir partout où les barrières linguistiques et culturelles constituent un obstacle au développement. Ses terrains d'action privilégiés restent néanmoins les territoires frappés par la grande pauvreté, impactés par les crises politiques, les bouleversements écologiques et caractérisés, en raison même de la conjonction et de la concentration de tous ces facteurs, par une absence ou une indigence de structures éducatives, sanitaires et socioéconomiques de base.

Parce qu'elle s'inscrit dans la prospective, la LpD se veut un cadre théorique et méthodologique dont l'utilité résidera dans les contributions des langues et des cultures pour combattre les atteintes aux droits humains, pour se prémunir des urgences huma-

[18] H. Tourneux (1994, 2008, 2015), G. Agresti (2014), Camille Abolou (2008), Paulin Djité (2008), pour ne citer que ceux-là.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

nitaires, sanitaires, sociales et écologiques qui surviennent dans les contrées les moins équipées, les moins développées et que subissent les populations les plus fragiles.

On le voit, les prétentions d'une linguistique pour le développement en font une tendance au sein des sciences du langage, matérialisée par une approche inévitablement pluridisciplinaire pour traiter l'objet qui justifie sa promotion : le développement. Il ne sera pas inutile de préciser que la LpD telle que promue par ses précurseurs et telle que nous la concevons n'a pas pour ambition de revendiquer une quelconque préséance par rapport à tout ce qui existe dans le champ déjà bien fourni des sciences du langage. Elle n'a pas non plus besoin d'un permis d'exister. L'extension « pour le développement » consacre l'enrichissement de la « linguistique », son ouverture et sa spécialisation dans la perspective d'une prise en compte et d'un traitement des problématiques liées au développement.

La LpD entend concevoir des principes et méthodes pertinents pour mettre en évidence et démontrer l'universalité de sa finalité : la mobilisation des ressources linguistiques et culturelles, partout où la barrière de la langue et des cultures se révèle être un obstacle à l'amélioration des conditions de vie des populations, à leur accès au droit de vivre dans la dignité, leur droit à utiliser leurs langues dans tous les domaines de la vie quotidienne, leur droit à exprimer leurs besoins élémentaires dans leurs langues maternelles.

Dans la mesure où toutes les régions[19] sont concernées par les enjeux du développement durable, tous ces territoires constituent des terrains d'application de la LpD. Aussi, pendant que la majorité des contributeurs[20] de cet ouvrage se penche sur des contextes africains, les articles de Giovanni Agresti (Europe méditerranéenne), Ksenija Djordjevic-Léonard (Fédération de Russie), Amélie Hien (Canada) et de Jean-Léo Léonard (Mexique) formalisent, s'il en était besoin, l'universalité des préoccupations qui sont au cœur de la LpD.

La LpD consacre la volonté des spécialistes des langues et des cultures de s'intéresser à un domaine, le développement, pour lequel ils ont longtemps été considérés comme des voix non autorisées. La LpD se veut la preuve que *linguistique* et *développement* peuvent être saisis et conceptualisés au sein d'un même schème épistémologique. Car le développement est aussi, on le voit de plus en plus, une affaire de communication. La communication, elle-même, étant dépeinte comme le maillon faible du développement (Bearth 2008, 2010). Parce que « communiquer » est une question qui relève de l'usage de la langue, les linguistes sont interpellés. Leur responsabilité dans l'amélioration de la communication pour lever l'obstacle de la dépendance communicationnelle est réelle. C'est au linguiste qu'incombe la tâche d'inventer des moyens pour lever les barrières linguistiques (et culturelles) et de créer les conditions d'une communication durable, par exemple, à travers la formation des acteurs (locaux comme experts) du développement.

[19] Contrairement aux idées reçues, la précarité linguistique et son lot de conséquences n'épargnent pas les pays développés.

[20] Il s'agit d'Issiaka Ballo, Joseph Baya, Michel Dago, Paulin Djité, Marcel Diki-Kidiri, Pierre Frath & Ndiémé Sow, Palakyèm Mouzou, Frédéric Takougnadi, Yves Séa, Kogh Pascal Somé et Henry Tourneux.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Face à ces enjeux, le linguiste interviendra par la valorisation ciblée de ses connaissances. Ceci se traduit déjà par maintes actions dont nous retenons les plus fréquentes et les plus documentées :

- l'amplification des langues, à savoir l'équipement et l'enrichissement des langues par un travail sur le corpus
- La valorisation de l'oralité en attendant de développer l'écriture pour doter certaines langues de ressources qui nourriront l'apprentissage.
- L'éducation à la conscience linguistique
- Le recours aux ressources cognitives présentes dans ces langues.
- La production de ressources terminologiques et la spécialisation des langues dans de nombreux domaines.
- Le développement de nouvelles approches de la traduction qui mettront plus en avant l'adaptation raisonnée des langues et des contenus au contexte du terrain.
- La promotion de la médiation linguistique, de la rédaction technique, de l'analyse du discours…

Ici, nous soulignerons que dans ses pratiques, la LpD est un véritable défi linguistique, cognitif et intellectuel lancé au chercheur : comment, par exemple (dé) (re) nommer fidèlement une réalité qui existe certes dans une langue (source) mais dont le référent n'est pas fixé dans une autre (langue cible) ? Comment s'imprégner des mécanismes linguistiques et culturels de construction et de transmission des savoirs, de sorte que ces aspects se matérialisent dans l'expression ? Comment développer des compétences pour révéler les richesses scientifiques, techniques, médicales et technologiques présentes dans les langues et jusqu'ici ignorées (Tourneux & collab. 2011) et, dans le meilleur des cas, peu exploitées ? Révéler, car contrairement aux idées reçues, ces richesses existent déjà, enfouies dans les tréfonds des pratiques linguistiques et culturelles où elles n'attendent qu'à être (re)mises au goût du jour. Des richesses susceptibles de compléter les savoirs universels (*cf.* Ouane & Glanz 2010).

Toutes ces théories, et bien d'autres encore, qui ont été éprouvées au sein des sciences du langage peuvent être reprises, modélisées et adaptées pour la prise en charge méticuleuse de chaque domaine identifié comme constituant un aspect fondamental du développement durable. En cela, et l'on peut s'en réjouir, la LpD se présente comme paradigme largement ouvert.

On peut aussi voir dans la LpD, une application concrète et une contribution substantielle à l'ingénierie sociale, permettant de fournir, non seulement aux populations mais aussi et surtout à la galaxie développementiste (ONG, Organismes internationaux, Agences de développement, etc.) des analyses, des repères, des outils, en somme, une expertise linguistique et culturelle afin de les accompagner, en les aidant à rendre leurs activités de développement plus efficaces, plus productives et plus tangibles pour les destinataires (Zouogbo 2022 et 2019).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

5 Conclusion

La *linguistique pour le développement* est une exigence de dialogue interdisciplinaire et de collaboration entre chercheurs de différents domaines. Les travaux des précurseurs de la LpD ont été des recherches sur le traitement, au moyen des langues et des cultures, des problématiques liées aux conditions de vie des populations. Ces travaux ambitieux ont nécessité, pour ces chercheurs, une incursion dans des domaines qui n'étaient pas, jusqu'alors, des terrains pour les spécialistes des langues et cultures. En effet, l'agriculture, la santé publique, la pêche, l'écologie, les sciences et technologies, la lutte contre le terrorisme, la promotion des droits de l'Homme, pour ne citer que ces secteurs, exigent une spécialisation des chercheurs en LpD et surtout une étroite collaboration avec les spécialistes de ces domaines.

Ces modalités de collaboration méritent d'être conceptualisées et modélisées. Cette démarche présente de nombreuses promesses en matière de coopération intellectuelle. On peut espérer qu'en s'interrogeant sur les ressorts et les implications d'une recherche intégrant le triumvirat composé de représentants des organismes en charge du développement, de chercheurs en LpD et de spécialistes des domaines d'application, au sein d'équipes pluridisciplinaires, il est possible d'envisager, de façon holistique et plus efficace, le traitement des maladies endémiques ou de rechercher des solutions à la raréfaction des ressources en eau, par exemple.

Les aspirations de la LpD sont nombreuses. Aussi, les contributeurs de cet ouvrage ont-ils eu pour objectif de concevoir des principes pertinents pour mettre en évidence son universalité. Ils ont ainsi pu démontrer que les extensions de la linguistique pour le développement ne sont pas exhaustives. On pourra compter sur la sagacité d'autres chercheurs pour explorer les multiples possibilités d'intervention de la linguistique pour le développement et ouvrir des pistes innovantes, en complément de celles consignées dans les axes traditionnellement convoqués lorsque l'on aborde la LpD à savoir :

- l'aménagement linguistique
- les langues et les cultures dans les mécanismes de construction du sens et de transmission de savoirs
- des réflexions nouvelles dans le sens d'une synergie entre les disciplines d'application que sont traduction, analyse du discours, terminologie, médiation, communication pour le développement, etc.
- la formation des acteurs du développement, les perspectives didactiques de la LpD, à savoir une réflexion en matière d'ingénierie pédagogique et de spécialisation des filières linguistiques et culturelles académiques classiques.

Bibliographie

Abdelmalki, Lahsen & Mundler, Patrick (1995), *Économie du développement. Les théories, les expériences, les perspectives*. Hachettes, Paris.

Abolou, Camille Roger (2008), *Langues africaines et développement*, Paari-éditeur, Paris.

Djité, Paulin (2008), *The Sociolinguistics of Development*. Multilingual matters, Bristol (UK).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Agresti, Giovanni (2021), *Développement*. Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, « Langage et société », 2021/HS1 Hors-série, pp. 101-104.

Agresti, Giovanni (2014), *Actualité des racines. Pour une linguistique du développement social*. Dans : Ruggero Druetta et Caterina Falbo (éds), "Cahiers de Recherche de l'École doctorale en linguistique française n. 8/2014. Docteurs et Recherche… une aventure qui continue", Trieste, EUT Edizioni Università di Trieste, 2014, p. 13-39

Agresti, Giovanni & Pallini, Sylvia (2013), *Les migrations : entre malaise linguistique et patrimoines culturels*. Repères DoRiF n.3 – Projets de recherche sur le multi/plurilinguisme et alentours… – septembre 2013, DoRiF Università, Roma septembre 2013, http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php?id=126

Bearth, Thomas & Baya, Joseph (2010), *Guerre civile et résilience écologique : le cas du parc national du mont Sangbé à l'ouest de la Côte-d'Ivoire*. Dans : Cah Agric 2010 ; 19 : 220-6. DOI10.1684/agr.2010.040

Bearth, Thomas (2008), *Language and Sustainability*. In : Rose Marie Beck (éd.). 2013. The Role of Languages for Development in Africa : Micro and Macro Perspectives. (Frankfurter Afrikanistische Blätter 20 [2008]). Cologne : Rüdiger Köppe. 15-61.

Bearth, Thomas (2000a), *Language, communication and sustainable development : a neglected area of interdisciplinary research and practice*. In : R. Häberli *et al.* (éds.), 2000, Transdisciplinary : Joint Problem-Solving among Science, Technology and Society. Workbook I : Dialogue Sessions and Idea Market. Zürich : Haffmans Sachbuch Verlag. 170-175

Brunet-Jailly, Joseph (1991), *La contribution des langues au développement : un parti et une application au domaine de la santé*. In : Charmes Jacques (éd.). Plurilinguisme et développement. Cahiers des Sciences Humaines, 27 (3-4), p. 315-341. ISSN 0768-9829.

Chaudenson, Robert (1988), *Langues et développement*, in Cahier du GEMDEV, 9, 53-57, octobre 1988.

Charnoz, Olivier & Severino, Jean-Michel (2015), *L'aide publique au développement*. Éditions La Découverte, Paris.

Cuyot, Jean-Claude (1994), *Difficulté de communication et hôpital, Communication et organisation*, HS N° 1, 1994, URL : http://journals.openedition.org/communicationorganisation/2982 ; DOI : https://doi.org/10.4000/ communication organisation.2982

De Gioia Michele & Marcon Mario (dir.) (2016), *Approches linguistiques de la médiation*. Lambert Lucas, Paris.

Diallo, Issa (2008), *Langues nationales et efficacité de la formation technique des paysans du Burkina Faso*. Dans : Tourneux H. (dir.), Langues, cultures et développement en Afrique, Paris, Karthala, p. 171-182.

Diagne, Pathé (1971), *Langues africaines, développement économique et culture nationale*. Notes africaines, 129, 1-19.

Diki-Kidiri, Marcel (2008), *Le vocabulaire scientifique dans les langues africaines*. Karthala, Paris.

Guidère, Mathieu (dir.) (2010), *Traduction et médiation humanitaire*. Éditions Le Manuscrit, Paris.

Houziaux, Alain (dir.) (2005), *L'Aide au tiers-monde à quoi bon ?* Éditions de l'Atelier, Paris.

Kane, Hélène & Guindo, Abdoulaye (2021), *Les mots à ne pas dire : relation de soins et communication en oncologie pédiatrique*. Dans : Anthropologie & Santé. URL : http://journals.openedition.org/anthropologiesante/9930 ; DOI :https://doi.org/10.4000/anthropologiesante.9930

Léglise, Isabelle (2017), *Les langues parlées en Guyane : une extraordinaire diversité, un casse-tête pour les institutions*. Langues et cité, DGLF – Observatoire des pratiques linguistiques, 2017, Les langues de Guyane, p. 2-5. Hal-01674470

Métangmo-Tatou, Léonie (2019), *Pour une linguistique du développement. Essai d'épistémologie sur l'émergence d'un nouveau paradigme en sciences du langage*. Québec : Éditions science et bien commun. https://www.editionscienceetbiencommun.org/?p=1170

Métangmo-Tatou, Léonie (2012), *Sur les pas de S. B. Chumbow. L'aménagement terminologique comme contribution au développement*, in *Mélanges en hommage aux Professeurs Jean-Louis Dongmo et Sammy Beban Chumbow*, Volume XIII Sciences Sociales, Sciences du Langage et Développement, Annales de la FALSH, Université de Ngaoundéré, pp. 215-225.

Métangmo-Tatou, Léonie (2008), *La linguistique de développement : Mise en place d'un nouveau paradigme en sciences du langage*, Communication au Séminaire à mi-parcours du projet Discours institutionnels sur le SIDA et impact sur la population cible – Nord Cameroun, ANRS (Paris), Garoua (Cameroun).

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Métangmo-Tatou, Léonie (2003), *La koïnè peule du Cameroun septentrional et les enjeux du développement*, *African Journal of Applied Linguistics*, AJAL n° 4, septembre 2003.

Navarro, Elisabeth (2017), I*nterprétation, interculturalité et médiation : l'hôpital face aux langues*. Dans : Navarro Elisabeth & Benayoun Jean-Michel (2017) : Langues, diversités et stratégies interculturelles. Michel Houdiard Editeur, Paris, p. 245-269.

Niemants, Natacha (2021), *La participation des migrants en santé reproductive : le cas des consultations d'andrologie*. Dans : Éla. Études de linguistique appliquée 2021/2 (N° 202), p. 207-218

Niemants Natacha (2016), La responsabilité du médiateur dans l'accès aux soins des immigrés. Klincksieck, « Éla. Études de linguistique appliquée » 2016/1 N° 181 | pp. 55-77.

Niemants, Natacha, Baraldi, Claudio & Gavioli, Laura (2015), *L'entretien clinique en présence d'un interprète : la traduction comme activité de coordination*. Éditions de la Maison des sciences de l'Homme, « Langage et société » 2015/3 N° 153, pp. 31-44

Olivier de Sardan, Jean-Pierre (2021), *La revanche des contextes : Des mésaventures de l'ingénierie sociale en Afrique et au-delà*. Karthala, Paris.

Ouane, Adama & Glanz, Christine (2010), *Pourquoi l'Afrique doit investir dans les langues africaines et l'enseignement multilingue ?*, Institut de l'Unesco pour l'apprentissage tout au long de la vie, Hambourg, unesdoc.unesco.org/images/0018/001886/ 188643f.pdf.

Pacquement, François (2009), *Bâtir des politiques globales : l'aide au développement, source d'inspiration ?*. De Boeck Supérieur, « Afrique contemporaine », 2009/3 n° 231, pp. 265-282

Perroux, François (1961), *L'Économie du XX^e siècle*, Presses universitaires de Grenoble.

Rist, Gilbert (2013), *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Monde et sociétés », 2013, 511 p. , 1re éd. 2007. 4e éd. revue et augmentée, ISBN : 978-2-7246-1279-0.

Sanogo, Mamadou Lamine (2008), *Politiques linguistiques et Union africaine*. Dans : Tourneux, Henry (dir.), « Langues, cultures et développement en Afrique », Karthala, Paris, p. 19-34.

Severino, Jean-Michel & Debrat, Jean-Michel (2010), *L'aide au développement*. Editions Le cavalier bleu, Paris.

Tourneux, Henry (2021), *De la nécessité de former des spécialistes en communication pour le développement*. dans : Ndongo-Keller, Justine, Ntakirutimana, Évariste, Thierno Cisse, Mame & Van Campenhoudt, Marc (dir.), La traduction et l'interprétation en Afrique subsaharienne : les nouveaux défis d'un espace multilingue. Translation and Interpretation in Sub-Saharan Africa : New Challenges in a Multilingual Space, Éditions des archives contemporaines, Paris, DOI : 10.17184/ eac. 9782813003898

Tourneux, Henry (2015), *Pour une linguistique du développement*. Dans : Baldi Sergio, Batic Gian Claudio. Symposium on West African Languages. Mar 2014, University of Naples « L'Orientale ». Pp 163-176.

Tourneux, Henry & Métangmo-Tatou, Léonie (dir.) (2010), *Parler du sida au Nord-Cameroun*, Karthala, Paris.

Tourneux, Henry, avec la collab. de Boubakary Abdoulaye et Hadidja Konaï (2011), *La Transmission des savoirs en Afrique : Savoirs locaux et langues locales pour l'enseignement*. Paris, Karthala.

Tourneux, Henry (2010), *Évaluation de la communication en matière de risques liés à l'utilisation des pesticides au Nord-Cameroun*. Dans : *Sociétés, environnement, santé,* Nicole Vernazza-Licht, Marc-Eric Gruénais, Daniel Bley (éd.), Marseille, IRD Editions, coll. « Objectifs Suds », p. 171-185.

Tourneux, Henry (2009), *Linguistique et développement. Et si, pour sortir du malentendu, le dialogue interculturel avait besoin d'un nouvel outil ?*. La Grande Oreille (39), p. 39-41.

Tourneux, Henry (dir.) (2008), *Langues, cultures et développement en Afrique*. Karthala, Paris.

Tourneux, Henry (2006), *La communication technique en langues africaines*. Karthala, Paris.

Tourneux Henry (1994), *L'Étude des langues à tradition orale dans la perspective du développement*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, Paris, Université René-Descartes, 2 vol. (120 + 245 p.).

Zouogbo, Jean-Philippe (2022, à paraître), *Miser sur les langues et cultures pour la réalisation des Objectifs de développement durable en Afrique de l'Ouest*. Dans : Benayoun, Jean-Michel, Navarro, Elisabeth, Somé K. Pascal & Zouogbo, Jean-Philippe (dir.). « Voix africaines, voies émergentes ». Paris : Editions des archives contemporaines, collection "InterCulturel", No ISBN : 9782813004543

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345

Zouogbo, Jean-Philippe (2020), *La langue française, un obstacle au développement des pays d'Afrique subsaharienne francophone ?*. Repères DoRiF n.21 – *Langues, linguistique et développement en milieu francophone. Des terrains africains*, DoRiF Università, Roma septembre 2020, http://www.dorif.it/ezine/ezine*articles.php?id=474

Zouogbo, Jean-Philippe (2019 a), *Mieux communiquer pour une plus grande efficacité de l'aide au développement en Afrique subsaharienne francophone*. Dans : Boudet, Martine (dir.), « Les Langues-Cultures, moteurs de démocratie et de développement », Les Éditions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, p. 225-240.

Zouogbo, Jean-Philippe (2019 b), *Pourquoi et comment intégrer les problématiques du développement durable à l'enseignement des LVE en contexte africain ?*. Revue du LTML No. 16, www.ltml.univ-fhb.edu.ci, p. 17-36.

Zouogbo, Jean-Philippe (2018), *Langues étrangères et langues africaines : pour un partenariat au profit du développement économique et sociétal en Afrique subsaharienne*. Dans : Agbefle Koffi & Lezou-Koffi Aimée Danielle, « Plurilinguisme et enseignement du français en Afrique subsaharienne », L'Observatoire européen du plurilinguisme, Coll. « Plurilinguisme », Paris, p. 276-297

Zouogbo Jean-Philippe (2017), *La promotion de la diversité culturelle et linguistique. Pour un ancrage de la doctrine dans le réel de l'espace francophone en Afrique subsaharienne*. Dans : Navarro Élisabeth & Benayoun Jean-Michel : Langues, diversités et stratégies interculturelles. Michel Houdiard Éditeur, Paris. Pp. 181-197.

Published in : ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Linguistique pour le Développement. Concepts, contextes et empiries*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004345, doi : 10.17184/eac.9782813004345